



cinq défis

par Carlos Minc

La menace de la déforestation est l'un des plus grands problèmes que doit affronter le Brésil. Environ 60 % de ses terres, sur six biomes différents sont recouvertes de forêts. La société est de plus en plus consciente de leur valeur, que ce soit pour la biodiversité qu'ils renferment, les fonctions sociales qu'ils fournissent, les biens qu'ils peuvent générer pour satisfaire aux besoins des populations ou les inestimables services environnementaux, tels que la régulation du climat, qu'ils rendent à l'humanité.

Pour le pays, le défi principal et majeur consiste à tenter de réduire la déforestation de manière homogène et permanente dans les six biomes, notamment en Amazonie. Depuis l'avènement du gouvernement du Président Luiz Inácio Lula da Silva, le taux de déforestation de la forêt amazonienne a chuté de 59 %. En conséquence, le pays n'a pas émis plus de 500 millions de tonnes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère pour cette période, ce qui équivaut à 14 % de l'ensemble des réductions auxquelles doivent parvenir les pays développés d'ici à 2012. Néanmoins, la tendance à la déforestation est repartie à la hausse depuis le milieu de l'année 2007. C'est pourquoi le gouvernement doit imposer des mesures plus rigoureuses.

Limiter la déforestation et par conséquent réduire les émissions de CO₂ est l'une des contributions les plus notoires que le Brésil peut apporter à l'atténuation du changement climatique. Ce défi deviendra encore plus important à la fin de l'année, grâce à la création du Fonds Amazone, un fonds d'investissement bénévole pour lutter contre la déforestation et promouvoir une exploitation

durable des forêts, qui sera financé par des ressources fournies par les pays, les entreprises et les institutions proportionnellement aux réductions d'émission. Cette initiative part du principe qu'il faut mettre en place des mesures d'encouragement pour éliminer les émissions provenant de la déforestation, en se servant de l'Amazone comme exemple. Le Gouvernement norvégien a déjà déclaré qu'il avait l'intention de faire un premier don important et nous espérons attirer des ressources additionnelles pour préserver l'Amazone et faire la preuve de la viabilité des mesures incitatives présentées par le Brésil lors des réunions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Le deuxième défi consiste à planter un million d'hectares de forêt par an d'ici à 2011. Cet objectif tient compte non seulement de la demande connue pour des produits forestiers traditionnels, mais également du potentiel futur pour de nouveaux types de produits à valeur ajoutée. Entre 2003 et 2007, la zone de plantation annuelle est passée de 320 à 630 milliers d'hectares et la part des petits producteurs de 8 % à 25 % de ceux qui ont planté des forêts : l'objectif est d'atteindre 30 % en 2011.

Le troisième défi est d'accroître de 3,5 millions à 15 millions d'hectares la zone de forêt naturelle placée sous gestion forestière durable et pour cela, les meilleures options semblent être les concessions forestières, découlant de la loi sur la gestion des forêts domaniales, adoptée en mars 2006 ainsi que la gestion par les communautés.



La première concession forestière sera adjugée dans la Forêt nationale de Jamari (Rondônia), où 90 000 (soit près de 40 %) de ses 220 000 hectares seront gérés. Le choix des concessionnaires s'effectue par mise aux enchères publiques, assortie de critères sociaux et environnementaux ainsi que d'une obligation de payer pour exploiter les ressources forestières. L'Union retirera des bénéfices financiers de l'exploitation de ses ressources naturelles, lesquelles seront utilisées pour la surveillance, l'inspection et la réglementation des forêts ainsi que pour soutenir des activités forestières durables.

La gestion durable permet à la forêt de s'auto-protéger. La déforestation a un effet complètement inverse, car la forêt est entièrement rasée pour que la terre puisse être affectée à une autre utilisation. Dans le cadre de la gestion durable, les ressources forestières sont exploitées uniquement si sa biodiversité, sa structure et sa fonctionnalité ne sont pas menacées. Cette stratégie essentiellement écologiste permet à de nombreux autres produits, outre le bois, d'être exploités, tels que les fruits, les semences, les résines, les huiles, les services, etc. Il est nécessaire de proposer à la vente du bois certifié et étiqueté écologique car cette mesure aidera à lutter contre l'exploitation illicite.

Le changement climatique et la demande en matière de nouveaux produits forestiers constituent les deux derniers défis. Le changement climatique est une réalité et il est essentiel d'en connaître la dynamique si le Brésil veut à la fois préserver ses forêts et les exploiter durablement. Les recherches effectuées au Brésil indiquent que la hausse des températures dans la région de l'Amazone, qui

devrait se situer entre 2 et 3 degrés d'ici à 2050, ainsi que la diminution consécutive des pluies, pourraient transformer 30 à 60 % de la forêt en savane, ce qui aura un effet sur la biodiversité, la santé humaine et la disponibilité de ressources naturelles telles que l'eau.

La perspective de pouvoir produire de l'énergie à partir de la biomasse forestière est l'un des attraits des nouveaux produits forestiers. La deuxième génération de biocarburants provient de la forêt, ainsi que de l'agriculture. La demande potentielle en la matière représente une occasion extraordinaire pour les forêts brésiliennes, laquelle justifie une augmentation des investissements et une connaissance approfondie de leur dynamique.

Nous savons bien que si nous voulons préserver non seulement la forêt amazonienne et d'autres biomes brésiliens importants, tels que la forêt atlantique et le Cerrado, nous devons innover et prendre de nouvelles mesures qui ne se limitent pas à de simples fonctions de commande et de contrôle. A cet effet, il nous faut tout d'abord incorporer la chaîne de production à des initiatives de développement durable et promouvoir des mesures qui, conjuguées à des efforts de préservation, offrent des choix économiques aux individus, essentiellement aux petits agriculteurs et aux propriétaires fonciers, afin de les encourager à garder nos forêts debout. Ainsi, nous pourrions relever un défi prodigieux, tant dans l'intérêt des environmentalistes que de la préservation de la planète elle-même. PNUE